

Le Québec et les Premières Nations Les deux souverainetés sont-elles réconciliables ?

BEN POWLESS¹

Comment parler d'une éventuelle convergence entre les luttes autochtones et celles du Québec ? Ce n'est pas évident, d'un point de vue autochtone en tout cas. On ne peut pas effacer l'histoire. Quand les Français sont arrivés le long du Saint-Laurent, ils ont volé nos terres. La spoliation fut violente. On nous a menti, avec de faux traités. Quand les Anglais ont pris le contrôle, ils ont « donné » au Québec les deux tiers des territoires qui appartenaient aux nations crie et inuite. Nous n'avons jamais été partie prenante de cette négociation. Certes, ces mêmes pratiques ont été imposées dans le reste du Canada, en Ontario, en Colombie-Britannique, dans les provinces maritimes et les territoires du Nord. Tout a été exproprié illégalement. On nous a caché la vérité. Seuls les documents écrits en anglais avaient une valeur aux yeux de la loi. Il y a eu des exceptions, comme la Convention de la Baie-James signée entre les Cris et le Québec, mais la règle générale a été le colonialisme cru. Deux cent cinquante ans plus tard, les faits restent là, têtus : ces terres sont les nôtres quoiqu'en disent partis politiques, gouvernements, tribunaux et la population en général. Aujourd'hui cependant, le vent tourne. Avec le jugement de la Cour suprême sur le territoire de la nation Tsilhqot'in en Colombie-Britannique, le Canada doit reconnaître notre souveraineté, ce qui veut dire nos droits à l'autodétermination et à notre contrôle des ressources qui se trouvent sur nos territoires. La vérité est maintenant établie : le Canada a été construit sur une formidable mystification légale, morale et historique.

La souveraineté du Québec

Pour la plupart d'entre nous, l'idée de la souveraineté du Québec reste une énigme. Ceux qui l'ont étudiée, comme les Cris, en sont venus à la conclusion que ce qui nous concerne, c'est notre droit à l'autodétermination. Le rapport à la revendication souverainiste du Québec vient après. En fin de compte, nos terres n'appartiennent pas au Québec, qu'il soit indépendant ou pas. Nous ne

1 Extrait d'une présentation faite à l'université populaire des NCS en août 2015. Ben Powless est un chercheur et militant mohawk.

reconnaissons pas la légitimité de l'État québécois, ni celle de ses lois, y compris de ses lois linguistiques qu'on a tenté de nous imposer.

Plus que cela, nous sommes méfiants. La souveraineté dont parlent le Parti québécois et le Bloc québécois semble vouloir perpétuer le colonialisme. Les leaders souverainistes n'ont jamais entrepris de négociations de peuple à peuple. Plus encore, nous entendons maintenant un discours souverainiste conservateur, imprégné d'un langage raciste et méprisant. Les Québécois et les Québécoises ne devraient pas être surpris du fait que la majorité des Autochtones se méfie de la cause souverainiste, même dans les régions urbanisées du sud où Autochtones et Blancs vivent côte à côte (les communautés mohawks, par exemple).

À travers les élections et les référendums, nous n'avons pas vu les souverainistes venir nous parler, comme l'affirme Ghislain Picard, le chef de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador. Dans ces débats québécois et canadiens, la question autochtone continue d'être marginale. Cela me fait penser aux États-Unis. Les communautés afro-américaines « dérangeant », même les politiciens progressistes comme Bernard Sanders. La gauche pense que les Africains-Américains vont les appuyer de toute façon, et donc cela ne sert à rien de discuter avec ces gens.

Ces préjugés imprègnent la société américaine, et au Canada, c'est la même chose avec les Premières Nations. Si on veut que cela change, il va falloir confronter les préjugés. Nous attendons le moment où un parti politique viendra nous poser la question : comment pouvons-nous vous appuyer ? Comment pouvons-nous appuyer vos revendications ?

Cause commune

Je ne pense pas que les deux mouvements, pour la souveraineté du Québec et pour celle les Autochtones, soient objectivement incompatibles. Je pense qu'un mouvement souverainiste progressiste pourrait appuyer les mouvements autochtones. Nous avons besoin d'appui dans nos luttes concernant les territoires, l'éducation, la santé, l'alimentation, le logement. Nos résistances contre les projets destructeurs de l'environnement requièrent de lutter avec les populations blanches. Le plus gros pipeline dans l'histoire du Canada doit parcourir le pays d'ouest en est en passant par Montréal jusqu'au Nouveau-Brunswick, à travers des dizaines de territoires autochtones. Voilà une belle occasion de travailler ensemble. En fin de compte, nous subissons les mêmes politiques du même gouvernement du 1 % qui nous appauvrit, nous criminalise, et nous impose le silence.

Sur le plan national ou local, les Premières Nations ont le droit de choisir la manière avec laquelle elles veulent interagir avec les autres peuples. Parfois, elles décident de se gouverner elles-mêmes, comme les communautés mohawks. Pour leur part, les Blancs doivent réfléchir à propos de cet héritage historique, moral et juridique qui est intériorisé par les groupes souverainistes, le gouvernement du Québec et le gouvernement fédéral. La solidarité ne peut être bâtie seulement sur des discours ou sur des pages Facebook. Confrontez votre histoire, dites la vérité et ainsi, ensemble, nous pourrions surmonter la méfiance et la non-compréhension.